

À l'OTAN, quoi de nouveau?

Autor(en): **Montfort, Michel-H.**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **114 (1969)**

Heft 4

PDF erstellt am: **26.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-343481>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Revue militaire suisse

Fondée en 1856 - Paraît tous les mois

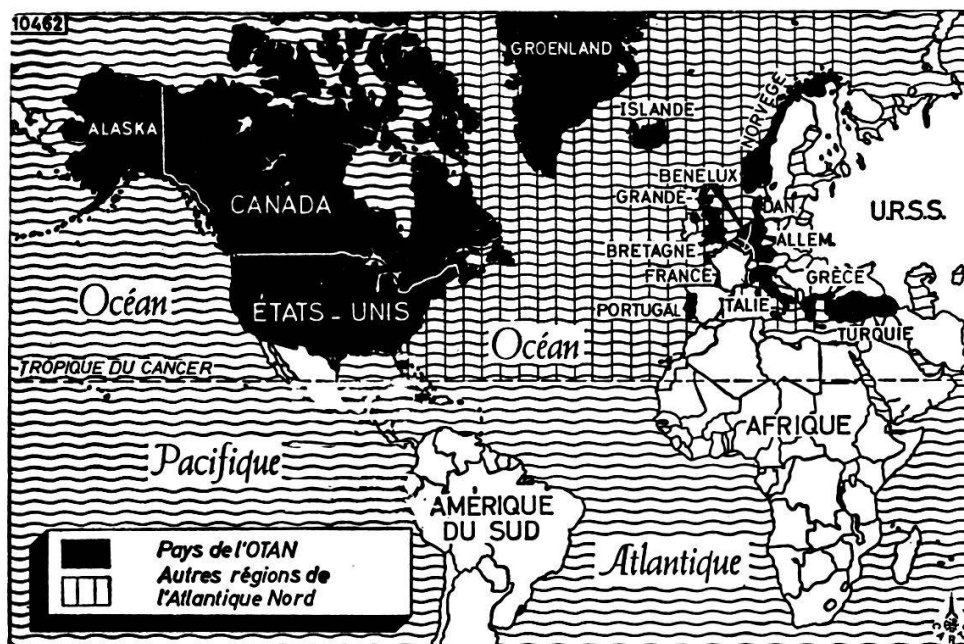
Rédacteur en chef: Colonel-divisionnaire M. Montfort

Administrateur: Lt-colonel Ernest Bütiger

Editeur: Association de la Revue militaire suisse, 33, avenue de la Gare, 1003 Lausanne
Tél. 23 36 31. Chèques post. 10-5209 - Impression et expédition: Imprimeries Réunies S.A.
33, av. de la Gare, Lausanne - Annonces: Publicitas S.A., succ., 15, rue Centrale, Lausanne

ABONNEMENT: Suisse 1 an: Fr. 18.— / 6 mois: Fr. 10.— Prix du numéro
Etranger 1 an: Fr. 22.— / 6 mois: Fr. 12.— Fr. 2.—

A L'OTAN, quoi de nouveau ?



A la Session des ministres de la défense de l'OTAN du 14 au 16.11.68 à Bruxelles, le renforcement de la puissance militaire réclamé par quelques membres de l'Alliance, en contrepartie de l'avancée du dispositif stratégique soviétique à la suite du deuxième « Coup de Prague », n'a finalement été retenue que pour le principe.

La déclaration du général Lyman L. Lemnitzer¹, commandant suprême allié en Europe, du 15.10.68, dont nous avons parlé dans notre

¹ Le général Lemnitzer a démissionné mais cela ne modifie en rien le fond de cette chronique, qui était du reste déjà sous presse. Ne pensons plus au titulaire mais à la fonction, au « commandement suprême » et à ses moyens ; tout reste alors inchangé. Mft.

chronique de janvier dernier, conserve donc toute sa valeur, *toute sa gravité*. Rappelons-en l'essentiel.

— Les pays du Pacte de Varsovie possèdent des moyens et un potentiel militaires « terrifiants » dépassant largement ce dont ils ont besoin pour se défendre contre les moyens militaires de l'OTAN.

— La « réponse flexible », qui met l'accent sur les forces classiques, est venue au moment où un certain nombre de nations de l'OTAN procédaient à une réduction de leurs effectifs classiques. Or, pour appliquer efficacement ce nouveau concept, il faut en avoir les moyens.

— *Par suite de cette situation, les Alliés seraient obligés, en cas d'agression, d'engager leurs réserves — y compris les armes nucléaires — à un stade plus proche du début du conflit.*

— Il n'y a pas de terrain à céder ¹ et la « stratégie de l'avant », qu'on doit appliquer, suppose que l'on peut compter sur des *forces classiques suffisantes se trouvant sur place* ². Et sans nous dire, nettement, que ces forces n'existent pas, on nous le fait clairement comprendre ; ce qui est du reste facile à établir.

La conclusion est trop facile à tirer : pour remplir la **mission** on doit compter sur l'arme nucléaire stratégique, et pas seulement tactique que l'on cite souvent par une espèce de pudeur — au mieux du reste, ce serait le début de l'« escalade ».

* * *

Il faut rapprocher de cet avertissement — car c'en est un — la prise de position du ministre français des Armées, M. Pierre Messmer, sur laquelle nous avons dit vouloir revenir ³.

A l'occasion d'un débat devant l'Assemblée nationale, il a en fait confirmé ce que nous savions déjà ⁴, ne laissant aucun doute sur les intentions du général-président, puisqu'il a déclaré : « Qui au monde pourrait douter que le général de Gaulle, après avoir rendu la paix à la France, ne serait implacable dans la riposte à toute agression ⁵ ? »

¹ Voir dans l'article du colonel Schneider de ce même numéro — « La R.F.A. et sa sécurité » — l'opinion du général Trettner, ancien Inspecteur général de la Bundeswehr.

² Nous reviendrons sur ce point en parlant plus loin des manœuvres « Reforger 1 ».

³ R.M.S., janvier 1969, p. 4, note 3.

⁴ Voir notamment : « A nos frontières, la défense globale française s'adapte... et s'affirme », R.M.S., décembre 1968, p. 635.

⁵ C'est en somme l'attitude qu'il reproche aux Israéliens !

Avec quoi *riposterait-il*, avec quels moyens ? De toute évidence en déclenchant sa force de frappe et pas en mettant en œuvre la Défense opérationnelle du Territoire !

Ainsi donc, du côté de l'OTAN comme de celui de la France, il n'y a, militairement, pas d'alternative mais une seule solution : employer l'arme atomique.

* * *

La lettre explosive du général Sir John Hackett qu'il a écrite au « Times », alors qu'il était commandant du Groupe d'armée Nord de l'OTAN et de l'Armée britannique du Rhin, dont nous avons parlé dans notre numéro de juillet 1968, provoque des effets retardés peut-être mais qui n'en existent pas moins. Des lecteurs ont écrit aux « Nouvelles de l'OTAN ». Retenons l'avis du colonel James F. Dolson, ancien officier de renseignements du commandement américain en Europe, qui comme tel doit être informé et qui nous intéressera, même si nous nous étonnons du procédé qu'il emploie pour s'exprimer¹.

Après avoir affirmé que la supériorité soviétique dans le domaine conventionnel n'est pas une « opinion » mais un fait évident aux yeux des commandants militaires avertis et responsables, il dénie toute valeur au calcul comparatif des forces des deux camps qui fait entrer en ligne de compte, du côté allié, des éléments engagés au Viet-nam ou stationnés à Hong-Kong. « En fait — ajoute-t-il — le Commandement allié en Europe a moins de chars (1 contre 2 d'après les plus optimistes), de mortiers, d'artillerie, de transports blindés de personnel et de lance-fusées multiples. Il a aussi moins d'avions. » Et il conclut : « Alors que l'OTAN présente un front fragmenté dont le principal composant, à savoir les Etats-Unis, est gêné par les nécessités d'un immense pont aérien², le Pacte dispose de tous les avantages militaires d'une vaste masse terrestre qui s'étend derrière la ligne de combat. Les Etats-Unis ne sont pas « chez eux » en Europe, alors que le Pacte de Varsovie est absolument chez lui. De notre campagne actuelle outre-mer nous devrions retenir deux faits très simples, à savoir que *les forces se trou-*

¹ Les « Nouvelles de l'OTAN », numéro de décembre 1968, publie la lettre de cet officier de renseignements (dont nous ne donnons qu'un résumé ou des extraits) en déclinant toute responsabilité quant aux idées émises. Le colonel Dolson répond à M. Enthoven, sous secrétaire d'Etat américain à la défense, qui avait tenté de réfuter les critiques du général Hackett.

² Voilà qui va nous amener tout naturellement aux manœuvres « Reforger one ».

*vant sur le théâtre des opérations sont les seules qui comptent dans une guerre conventionnelle et que les forces qui sont « chez elles » ont un net avantage*¹ ». On ne saurait mieux dire.

* * *

Si nous n'avons pas eu de nouvelles des grandes manœuvres qui devaient avoir lieu du 16 au 25.10.68 et que le général Lemnitzer avait annoncées², nos « moyens publics d'information » nous ont abondamment entretenus, et en termes dithyrambiques, de celles qui sous le nom de « Reforger one » se sont déroulées du 6 janvier au 4 février derniers³.

Il s'agissait essentiellement d'un exercice de renforcement des troupes U.S. stationnées en Allemagne, au moyen d'un pont aérien par-dessus l'Atlantique. 12 000 hommes qui font partie des 35 000 soldats qui ont été retirés d'Allemagne, par mesure d'économie, et qui sont maintenant stationnés aux Etats-Unis, tout en restant affectés aux forces de l'OTAN, ont rejoint leurs anciennes bases. Le transport s'est effectué par vagues successives et on a baptisé ce système de « stratégie de rotation » (!?).

Après avoir touché leur matériel lourd qui reste stocké dans l'ouest de la R.F.A. (région Mannheim, Kaiserslautern, Karlsruhe), ces unités, intégrées aux forces américaines stationnées sur place, ont participé à des manœuvres au camp de Grafenwoehr. Les mêmes « moyens d'information » dont nous parlons plus haut ont monté en épingle le fait que cette place d'exercice se trouve à quelque cinquante kilomètres de la frontière tchécoslovaque, mais nos lecteurs avertis comprennent que, puisqu'il s'agit d'une place d'exercice et qu'on ne peut manœuvrer avec des blindés, ni exécuter des tirs effectifs, ailleurs — car on a tiré — ce fait n'a aucune signification stratégique particulière. Pas plus que la présence à Bure d'écoles ou de cours de répétition de troupes blindées n'a une signification politique !

Ajoutons que les effectifs venus en renforcement sont rentrés aux Etats-Unis une fois les manœuvres terminées.

Quant à dire qu'après ça la preuve est faite que les renforts américains arriveront « avant que la soupe au mil n'ait eu le temps de se

¹ C'est nous qui soulignons. Mft.

² R.M.S., novembre 1968, p. 546, note 2.

³ On ne peut s'empêcher de remarquer que les mêmes « moyens publics d'information » ne se mettent pas autant en frais pour parler de manœuvres d'une importance au moins comparable, le pont aérien mis à part, mais qui ont lieu *chez nous*. Mft.

refroidir », comme les Zurichoises auprès de leurs alliés strasbourgeois dans leurs démonstrations de 1456 et 1575, ce serait manquer totalement de réalisme de l'affirmer.

Ne faut-il pas se rappeler et garder en mémoire :

— Que le général Lemnitzer, SACEUR, a dit¹ : « Si le commandement doit appliquer avec succès une stratégie de défense à l'avant (et nous savons qu'il le *doit*. Mft), il nous faut pouvoir compter sur des forces se trouvant **sur place**² ».

— Que le général d'armée Carpentier, ancien commandant des forces alliées terrestres Centre-Europe, a écrit à propos de l'exercice « Long Thrust Two³ », singulièrement semblable — comme d'ailleurs aussi « Big Lift » — à l'exercice « Reforger one » : « Il apparaît en tout cas hors de doute que, les hostilités commencées, un transport massif de cet ordre est *totalelement exclu*⁴, les terrains européens devant alors être inutilisables en grande partie ». D'autant plus que la maîtrise de l'air, indispensable à ce pont aérien, ne sera pas forcément du côté de l'OTAN, en face des forces aériennes colossales de l'U.R.S.S.

Il faut donc redire que cet exercice, ces manœuvres, doivent être considérés comme une remarquable performance technique du temps de paix, mais sans portée pratique pour le temps de guerre. Pour qu'elle puisse se réaliser, il faudrait disposer d'un temps de préavis et l'on sait ce qu'à juste titre en pense le général allemand Trettner dont parle le colonel F.-Th. Schneider dans son article du présent numéro de notre revue.

* * *

Terminons par une nouvelle qu'on pourrait à première vue trouver drôle. Avec des gros titres, nos journaux ont annoncé, vers le 17.1.69, la création d'une « Flotte⁵ méditerranéenne de l'OTAN » : quatre à cinq destroyers, dont le noyau (sic) sera fourni par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Italie ! Quelque chose dans le genre, diront les Genevois, du « Renfort de Sézegnin » qui ne changera rien à la situation dans la Méditerranée dont nous parlions dans la R.M.S. de janvier dernier.

Colonel-divisionnaire MONTFORT

¹ R.M.S., janvier 1969, p. 4.

² C'est nous qui soulignons. Mft.

³ R.M.G., février 1962, et R.M.S., février 1964.

⁴ C'est nous qui soulignons. Mft.

⁵ Symbolique, dit-on honnêtement.